



Document à joindre IMPERATIVEMENT au dossier de demande d'aide (FSL Maintien)

Renseignements concernant le bailleur :

bailleur public

bailleur privé

Cachet de l'organisme

Nom/Prénom ou raison sociale :

Adresse :

Code postal : Commune :

Nom du référent du dossier, personne à contacter :

Tél. : Fax : Courriel :

N° SS ou N° SIRET :



Renseignements concernant le logement :

Nom/Prénom du locataire :

Adresse du logement :

Code postal : Commune :

Percevez-vous l'aide au logement ? OUI Depuis le :

NON (l'allocation logement peut être versée au propriétaire, vous pouvez en faire la demande auprès de l'organisme payeur : CAF ou MSA)

Renseignements concernant l'impayé :

Période de l'impayé : du Montant mensuel du loyer

au Montant mensuel des charges

Situation au regard du paiement du loyer :

Reprise : OUI Depuis le :

Montant total de la dette

NON

Garantie d'impayés activée : NON OUI :

Si oui : Caution personnelle Assurance privée GRL Autre(s)

Sollicitation de la caution solidaire : OUI NON

Renseignements concernant les procédures engagées :

Plan d'apurement : OUI depuis le : Montant :

Plan respecté totalement Plan respecté partiellement Plan non respecté

NON Précisez les raisons :

Actions contentieuses entreprises : Commandement de payer Assignation - Date d'audience :

Résiliation du bail Commandement de quitter les lieux

Prise en charge par l'État des indemnités d'occupation (suite au refus de la Force Publique) :

Sollicitée OUI NON

Si oui : Période réclamée¹ du au montant

¹ les sommes demandées à l'État ne seront pas prises en charges par le FSL (la période sera neutralisée quel que soit le stade de la procédure).

**Engagement du bailleur en cas de prise en charge partielle ou totale de la dette dans le cadre du FSL
Maintien :**

Je soussigné,

renonce sous réserve que mon locataire, Monsieur Madame

respecte son engagement quant au paiement du loyer et des charges à venir, à me prévaloir des actes de procédures me permettant d'obtenir un jugement ou une ordonnance d'expulsion (ou de titre exécutoires si la procédure est déjà arrivée à terme²).

Je prends connaissance du fait que, si je ne respecte pas cet engagement, je serai tenu de rembourser au Fonds de Solidarité pour le Logement l'intégralité des sommes perçues.

Le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu, sera sanctionné en application de l'article L 441-6 du Code Pénal.

Certifié exact

Fait à

le

Signature et cachet

²Dans ce dernier cas, je m'engage à conclure un nouveau contrat de location aux conditions du précédent bail.

Le bailleur doit obligatoirement fournir ces documents, utiles à l'instruction de la demande et au paiement de l'aide :

- RIB du bailleur
- Copie de la carte vitale ou de l'attestation de Sécurité Sociale pour les bailleurs privés
- Justificatif de la reprise de paiement du loyer et des charges depuis au moins 2 mois consécutifs
- Décompte de l'impayé de loyer et/ou de charges à compter du 1er mois d'impayé à ce jour